



Le 16 mars: les jeunes mobilisé·e·s pour leur avenir !

Bientôt un an après le début de la crise sanitaire, les jeunes et les étudiant·e·s sont parmi les plus impacté·e·s. Nous n'avons toujours aucun filet de sécurité, aucune protection sociale à la hauteur. Si la prise de conscience sur l'état de la jeunesse progresse et que, d'après un récent sondage, 60% des français·e·s considèrent que le gouvernement ne fait pas assez pour les jeunes, **la situation est bien loin d'être réglée.**

D'une part, les étudiant·e·s sont victimes d'un système d'aides sociales défaillant qui ne leur permet pas d'être protégé·e au quotidien. Bon nombre d'entre nous vivent sous le seuil de pauvreté. De plus en plus d'étudiant·e·s sont obligé·e·s de se tourner vers des organismes de distribution alimentaire toujours plus surchargés ou renvoyé·e·s à une solidarité familiale. A cela s'ajoute la baisse de qualité de nos enseignements. **Aujourd'hui, plus d'un·e étudiant·e sur six est en décrochage**, les cours à distance depuis près d'un an rendent impossible un bon apprentissage et viennent renforcer la sélection par l'échec déjà installée.

Cependant, l'accentuation des difficultés ne concerne pas uniquement les étudiant·e·s mais touche toute notre génération qui se retrouve sans protection sociale. Si la précarité des jeunes n'est pas un fait nouveau, les crises sanitaires et économiques ont amplifié ce phénomène. Plus souvent en contrats précaires (CDD, interims...), plus souvent en période d'essai et durement exposés au travail ubérisé, **les jeunes sont les premier·ère·s à subir les effets de la crise économique sur l'emploi.** Aussi, les jeunes sont la tranche d'âge la plus durement impactée par la hausse du chômage. Au dernier trimestre 2020, près d'un jeune sur quatre était au chômage. Ainsi, les jeunes en insertion continuent de faire face à un monde du travail marqué par les licenciements en cascade, où le chômage des jeunes ne cesse de s'aggraver et dans lequel il·elle·s n'ont même pas le RSA pour vivre; alors même que 2 français·e·s sur 3 est favorable à l'extension de cette aide pour les moins de 25 ans.

Pour les lycéen·ne·s la situation n'est pas plus enviable. Depuis le mois de novembre dernier, les lycées fonctionnent bien souvent à mi-régime. Le retard sur les programmes s'accumule malgré l'investissement des enseignant·e·s mais aucun allègement des programmes n'est prévu. Par ailleurs, que ce soit pour les baccalauréats professionnels ou dans le supérieur, la pénurie de stage est renforcée sans réponse concrète du gouvernement à ce propos.

Cette situation plonge de nombreux jeunes dans une détresse psychologique forte. Face à cela, les réponses du gouvernement sont largement insuffisantes.

Au lendemain de la mobilisation étudiante initiée par nos organisations, le Président de la République a annoncé la mise en place de tickets repas CROUS à 1€, de chèques psy et un retour en présentiel une fois par semaine pour les étudiant·e·s. Pourtant si ces mesures constituent des avancées, elles demeurent insuffisantes voire inapplicables dans la réalité. Ce statu quo met en danger notre avenir.

Pour l'emploi des jeunes, nous ne pouvons que constater que le plan gouvernemental : "1 jeune, 1 solution" ne fonctionne pas. Pire, ce plan fragilise encore un peu plus le parcours des jeunes. Et enfin, le Gouvernement n'offre pas non plus de perspectives pour les lycéen·ne·s. Alors que la priorité devrait être un plan de rattrapage pour permettre à chaque élève de rattraper le retard accumulé; l'exécutif fait une nouvelle fois le choix de la sélection. En effet, malgré un calendrier bouleversé, il s'entête avec la sélection à l'entrée de l'université et la sélection sociale va, de fait, se renforcer avec la mise en place, pour la deuxième année consécutive, du contrôle continu pour le baccalauréat.

Nous refusons le mépris, l'infantilisation et la déconnexion de ce gouvernement vis-à-vis des étudiant·e·s et de l'ensemble de sa jeunesse. Nous dénonçons la stratégie de ce gouvernement qui refuse de mettre de l'argent sur la table pour nous permettre de vivre et de construire notre avenir.

Nous ne nous laisserons pas faire. Après les mobilisations réussies du 20 et 26 janvier et du 4 février, **nous appelons les jeunes et les étudiant·e·s à se mobiliser à nouveau partout en France le 16 mars** et à construire des mobilisations locales par région, sur leurs lieux d'études, de travail, dans la rue, lors des prochaines semaines afin de se faire entendre !

Ainsi, nous revendiquons:

Pour les étudiant·e·s :

- Un plan d'urgence d'1,5 milliard d'euros contre la précarité étudiante en commençant par une augmentation immédiate des bourses et des APL
- La mise en place d'un filet de sécurité sociale pour l'ensemble des étudiant·e·s garantissant une protection sociale supérieure au seuil de pauvreté
- La réouverture des universités à 50% avec les moyens économiques et humains nécessaires et l'obligation d'enregistrer/filmer les cours
- L'embauche de personnels éducatifs, leur titularisation, la construction d'infrastructures permettra de rattraper le retard accumulé mais aussi de faire face au décrochage.
- Un plan pour protéger la santé mentale des étudiant·e·s incluant le recrutement de personnel·le·s et un rendez-vous obligatoire avec un·e psychologue par an

Pour les lycéen·ne·s :

- L'abandon du processus de sélection de Parcoursup et davantage de moyens pour l'orientation des élèves
- La non pénalisation des stages non réalisés
- Un plan de recrutement massif d'enseignant·e·s pour rattraper le retard

Pour les jeunes en insertion professionnelle :

- L'ouverture immédiate du RSA pour les jeunes de moins de 25 ans en insertion afin d'éviter qu'un trop grand nombre ne tombent dans l'extrême précarité.
- La suppression des contrats précaires pour aller vers le CDI et la titularisation comme norme d'embauche
- Un plan de recrutement de jeunes dans la santé, l'éducation et la transition écologique